

Commune de Servion



Règlement sur

l'évacuation et l'épuration des eaux

Mis en vigueur le 1^{er} janvier 2016

Règlement sur l'évacuation et l'épuration des eaux

Table des matières

I. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
ARTICLE 1 OBJET - BASES LÉGALES.....	5
ARTICLE 2 PLANIFICATION	5
ARTICLE 3 PÉRIMÈTRE DU RÉSEAU D'ÉGOUTS	5
ARTICLE 4 EVACUATION DES EAUX.....	5
ARTICLE 5 CHAMP D'APPLICATION.....	6
II. EQUIPEMENT PUBLIC.....	6
ARTICLE 6 DÉFINITION	6
ARTICLE 7 PROPRIÉTÉ - RESPONSABILITÉ.....	6
ARTICLE 8 RÉALISATION DE L'ÉQUIPEMENT PUBLIC	7
ARTICLE 9 DROIT DE PASSAGE.....	7
III. EQUIPEMENT PRIVE.....	7
ARTICLE 10 DÉFINITION	7
ARTICLE 11 PROPRIÉTÉ - RESPONSABILITÉ.....	7
ARTICLE 12 DROIT DE PASSAGE.....	8
ARTICLE 13 PRESCRIPTIONS DE CONSTRUCTION	8
ARTICLE 14 OBLIGATION DE RACCORDER OU D'INFILTRER.....	8
ARTICLE 15 CONTRÔLE MUNICIPAL	8
ARTICLE 16 REPRISE.....	8
ARTICLE 17 ADAPTATION DU SYSTÈME D'ÉVACUATION.....	9
IV. PROCÉDURE D'AUTORISATION	9
ARTICLE 18 DEMANDE D'AUTORISATION.....	9
ARTICLE 19 EAUX ARTISANALES OU INDUSTRIELLES.....	9
ARTICLE 20 TRANSFORMATION OU AGRANDISSEMENT	10
ARTICLE 21 ÉPURATION DES EAUX HORS DU PÉRIMÈTRE DU RÉSEAU D'ÉGOUT.....	10
ARTICLE 22 OBTENTION DE L'AUTORISATION CANTONALE POUR UNE ÉPURATION INDIVIDUELLE	10
ARTICLE 23 EAUX CLAIRES	10
ARTICLE 24 OCTROI DU PERMIS DE CONSTRUIRE	10
V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	11
ARTICLE 25 CONSTRUCTION.....	11
ARTICLE 26 CONDITIONS TECHNIQUES	11
ARTICLE 27 RACCORDEMENT	11
ARTICLE 28 EAUX PLUVIALES.....	11
ARTICLE 29 PRÉTRAITEMENT.....	12
ARTICLE 30 ARTISANAT ET INDUSTRIE.....	12
ARTICLE 31 PLAN DES TRAVAUX EXÉCUTÉS (ARTISANAT ET INDUSTRIE)	12
ARTICLE 32 CONTRÔLE DES REJETS (ARTISANAT ET INDUSTRIE)	12
ARTICLE 33 CUISINES COLLECTIVES ET RESTAURANTS.....	13
ARTICLE 34 ATELIERS DE RÉPARATIONS DES VÉHICULES, CARROSSERIES, PLACES DE LAVAGE.....	13
ARTICLE 35 GARAGES PRIVÉS	13
ARTICLE 36 PISCINES.....	13
ARTICLE 37 CONTRÔLE ET VIDANGE	14
ARTICLE 38 DÉVERSEMENTS INTERDITS.....	14
ARTICLE 39 SUPPRESSION DES INSTALLATIONS PRIVÉES.....	14

VI. TAXES	15
ARTICLE 40 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	15
ARTICLE 41 TAXE UNIQUE DE RACCORDEMENT EU + EC	15
ARTICLE 42 TAXE UNIQUE DE RACCORDEMENT EU OU EC.....	15
ARTICLE 43 RÉAJUSTEMENT DE LA TAXE UNIQUE DE RACCORDEMENT EU + EC	15
ARTICLE 44 TAXE ANNUELLE D'ENTRETIEN DES COLLECTEURS EU ET/OU EC.....	16
ARTICLE 45 TAXE ANNUELLE D'ÉPURATION	16
ARTICLE 46 TAXE ANNUELLE SPÉCIALE	16
ARTICLE 47 RÉAJUSTEMENT DES TAXES ANNUELLES	16
ARTICLE 48 BÂTIMENTS ISOLÉS - INSTALLATIONS PARTICULIÈRES.....	17
ARTICLE 49 AFFECTATION - COMPTABILITÉ.....	17
ARTICLE 50 EXIGIBILITÉ DES TAXES.....	17
VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS	17
ARTICLE 51 EXÉCUTION FORCÉE	17
ARTICLE 52 HYPOTHÈQUE LÉGALE	18
ARTICLE 53 RECOURS	18
ARTICLE 54 INFRACTIONS	18
ARTICLE 55 RÉSERVE D'AUTRES MESURES.....	18
ARTICLE 56 ABROGATION.....	18
ARTICLE 57 ENTRÉE EN VIGUEUR.....	19

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 Objet - Bases légales

¹ Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.

² Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.

Article 2 Planification

La Municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux. Elle dresse le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) soumis à l'approbation du Département de la Sécurité et de l'Environnement (ci-après : le Département) par l'intermédiaire de la Direction générale de l'environnement (ci-après : la DGE).

Article 3 Périmètre du réseau d'égouts

¹ Le périmètre du réseau d'égouts comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.

² Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits «raccordables» par opposition aux fonds «non raccordables» sis à l'extérieur dudit périmètre.

Article 4 Evacuation des eaux

¹ Dans le périmètre du réseau d'égouts, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Elles sont dénommées ci-après «eaux usées».

² Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après «eaux claires».

³ Sont notamment considérées comme eaux claires :

- les eaux de fontaines,
- les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur,
- les eaux de drainage,
- les trop-pleins de réservoirs,
- les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables, telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc.

⁴ Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol, après obtention d'une autorisation du Département.

⁵ Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés, après obtention d'une autorisation du Département.

⁶ Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau eu égard aux rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs ceci après obtention d'une autorisation du Département.

Article 5 Champ d'application

¹ Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usufruitiers ou superficiaires de fonds raccordables.

² Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtés par le Département et par les articles 21 et 22 ci-après.

II. EQUIPEMENT PUBLIC

Article 6 Définition

¹ L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux provenant des fonds raccordables.

² Il est constitué (cf. schéma annexé) :

- a) d'un **équipement de base** comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les collecteurs de transport, en principe hors zone constructible,
- b) d'un **équipement général** comprenant les collecteurs de concentration et leurs ouvrages annexes, en principe en zone constructible,
- c) d'un **équipement de raccordement** comprenant les collecteurs destinés à relier les divers biens-fonds à l'équipement général.

Article 7 Propriété - Responsabilité

¹ La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration. Elle pourvoit, sous la surveillance de la Municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement régulier.

² Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Article 8 Réalisation de l'équipement public

¹ La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au PGEE. Elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

² L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

Article 9 Droit de passage

¹ La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et l'entretien des installations publiques.

² La servitude peut comporter l'interdiction pour le propriétaire du ou des fonds servants de planter des arbres, d'édifier des constructions sur la conduite soit de chaque côté sur une distance de 1 m¹ à compter de l'axe de la conduite ou du bord des ouvrages, d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire aux conduites et ouvrages, entraver ou rendre plus difficile ou onéreux l'usage, l'entretien ou le contrôle de ceux-ci.

³ Conformément au Code civil, tout propriétaire est tenu d'accorder des droits de passage pour l'équipement public. Les droits de passage donnent lieu au versement d'aucune indemnité. Le versement d'indemnités en cas de dommages et de manque à gagner dus à l'installation des conduites est réservé.

III. EQUIPEMENT PRIVE

Article 10 Définition

¹ L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public (cf. schéma annexé).

² Le cas échéant, les installations de prétraitement et de relevage, bacs de rétention compris, font également partie de l'équipement privé.

Article 11 Propriété - Responsabilité

¹ L'équipement privé appartient au propriétaire. Ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement.

² Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Article 12 Droit de passage

¹ Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fonds d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.

² La servitude peut comporter l'interdiction pour le propriétaire du ou des fonds servants, de planter des arbres, d'édifier des constructions sur la conduite soit de chaque côté sur une distance de 1 m¹ à compter de l'axe de la conduite ou du bord des ouvrages, d'une manière générale, de faire quoi que ce soit qui puisse nuire aux conduites et ouvrages, entraver ou rendre plus difficile ou onéreux l'usage, l'entretien ou le contrôle de ceux-ci.

³ Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du Service cantonal ou communal compétent.

Article 13 Prescriptions de construction

Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après) par un entrepreneur qualifié.

Article 14 Obligation de raccorder ou d'infiltrer

¹ Le propriétaire d'un bâtiment compris dans le périmètre du réseau d'égouts est tenu de conduire ses eaux usées au point de raccordement fixé par la Municipalité.

² Les eaux claires devront être infiltrées par l'intermédiaire d'une installation adéquate, après obtention des autorisations nécessaires. Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, elles seront conduites au point de raccordement fixé par la Municipalité, si nécessaire après rétention.

Article 15 Contrôle municipal

¹ La Municipalité fixe pour le surplus, les délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

² La Municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défektivité dûment constatée, elle en ordonne la mise en conformité aux frais du propriétaire.

Article 16 Reprise

Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise, en cas de désaccord pour un prix fixé à dire d'expert.

Article 17 Adaptation du système d'évacuation

Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipements privés évacuant de manière non différenciée leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leur frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la Municipalité.

IV. PROCÉDURE D'AUTORISATION

Article 18 Demande d'autorisation

¹ Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la Municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente à la Municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

² Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, ouvrages d'infiltration, de rétention, chambres de visite, séparateurs, stations de pompage, etc.). Le propriétaire doit aviser la Municipalité de la mise en chantier.

³ La Municipalité vérifie l'adéquation du mode d'évacuation sur la base du PGEE. Elle peut exiger un essai d'infiltration.

⁴ A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la Municipalité, afin qu'elle puisse procéder au constat de la bienfacture des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux. Si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

⁵ Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la Municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

Article 19 Eaux artisanales ou industrielles

¹ Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du Département compétent l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit ou non déjà raccordé à l'équipement public.

² Les entreprises transmettront au Département, par l'intermédiaire de la Municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

Article 20 Transformation ou agrandissement

En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

Article 21 Epuration des eaux hors du périmètre du réseau d'égout

¹ Lorsque la Municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet à la DGE une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.

² Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).

³ Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsqu'une nouvelle construction est projetée, la Municipalité prendra préalablement contact avec le Service en charge de l'aménagement du territoire, afin de définir la procédure à suivre.

Article 22 Obtention de l'autorisation cantonale pour une épuration individuelle

¹ Lorsque, selon l'art. 21, le Département reçoit une demande, celle-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égouts. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.

² L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égouts, sont à la charge du propriétaire.

Article 23 Eaux claires

¹ Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.

² Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.

Article 24 Octroi du permis de construire

La Municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation du Département.

V. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 25 Construction

¹ Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité.

² Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celles des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.

Article 26 Conditions techniques

¹ Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en un matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur.

² Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.

³ Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et de 15 cm pour les eaux claires.

⁴ La Municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.

⁵ Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées.

Article 27 Raccordement

¹ Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public. Les couvercles des chambres devront être étanches et sécurisés.

² Le raccordement doit s'effectuer par-dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

Article 28 Eaux pluviales

¹ En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surfaces doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités, et à un emplacement approuvés par la Municipalité.

² Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la Municipalité.

Article 29 Prétraitement

¹ Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigées sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du Département.

² En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

Article 30 Artisanat et industrie

¹ Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduares provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps aux exigences de l'Ordonnance fédérale sur la protection des eaux en vigueur, ainsi qu'aux prescriptions particulières du Département.

² Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

³ La Municipalité ou le Département compétent peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

⁴ Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduares déversées, est annoncée au Département et à la Municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. Le Département prescrit les mesures éventuelles à prendre.

Article 31 Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)

Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la Municipalité et au Département. Les différents réseaux d'eaux claires, d'eaux usées ménagères, d'eaux sanitaires, d'eaux artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint. Une mise à jour du système d'information du territoire (SIT) sera alors exécutée par la commune ou son mandataire, aux frais du propriétaire.

Article 32 Contrôle des rejets (artisanat et industrie)

Le Département ou la Municipalité peuvent en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets.

Article 33 Cuisines collectives et restaurants

Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un séparateur de graisses, conformément aux prescriptions du Département. Les articles 19 et 29 sont applicables.

Article 34 Ateliers de réparations des véhicules, carrosseries, places de lavage

Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées conformément aux prescriptions du Département. Les articles 19 et 29 sont applicables.

Article 35 Garages privés

¹ L'évacuation des eaux des garages collectifs doit être conforme aux normes des associations professionnelles (SN 592 000 Evacuation des eaux des biens-fonds) et aux prescriptions du Département compétent.

² Pour les garages individuels ou familiaux, deux cas sont en principe à considérer :

a) *L'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement :*

Le radier doit être étanche et faire rétention en cas d'écoulement accidentel d'hydrocarbures. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être infiltrées ou déversées dans le collecteur public des eaux claires.

b) *L'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement :*

Les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la Municipalité.

S'il n'est pas possible d'exclure un risque d'écoulement depuis l'intérieur du garage dans une grille extérieure d'eaux claires, des mesures seront prises pour retenir une fuite accidentelle d'hydrocarbures, par exemple à l'aide d'un dépotoir muni d'un coude plongeant.

Article 36 Piscines

¹ La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine, avec des produits chimiques, sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.

² L'installation éventuelle d'un dispositif électrolytique (Cuivre/Argent) de traitement des eaux de piscine, à usage familial, est soumise à l'adjonction d'un prétraitement pour les eaux résiduaires issues du lavage des filtres. Pour ce type de dispositif, un contrat d'entretien est exigé et une copie sera adressée au Département.

Article 37 Contrôle et vidange

¹ La Municipalité contrôle la construction des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, tient à jour un répertoire et contrôle que leurs détenteurs soient au bénéfice d'un contrat de vidange avec une entreprise spécialisée.

² La Municipalité contrôle également la construction et le bon fonctionnement des installations privées de relevage des eaux usées, qu'elle peut soumettre à l'obligation d'un contrat d'entretien.

³ La Municipalité contrôle la construction des séparateurs d'hydrocarbures et des séparateurs de graisses. Elle détermine la fréquence des vidanges en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange spécialisée.

⁴ La Municipalité signale au Département les cas de construction ou de dysfonctionnement graves des installations et ordonne les mesures propres à remédier à ces déficiences.

Article 38 Déversements interdits

Il est interdit d'introduire des déchets liquides ou solides, même broyés, dans les canalisations ; ceux-ci seront éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Sont notamment concernés :

- les déchets ménagers,
- les huiles et graisses,
- les médicaments,
- les litières d'animaux domestiques,
- les produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs,
- le purin, jus de silo, fumier, lait, petit-lait,
- les résidus solides de distillation (pulpes, noyaux),
- les produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sables, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, etc.),
- les produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs de graisse et d'essence, etc.

Article 39 Suppression des installations privées

¹ Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service selon les directives cantonales en la matière dans un délai fixé par la Municipalité. Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

² Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

VI. TAXES

Article 40 Dispositions générales

¹ Les propriétaires d'immeubles bâtis et raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux participent aux frais de construction et d'entretien des dites installations en s'acquittant :

- a) d'une **taxe unique** de raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et/ou claires (art. 41 et 43 ci-après)
- b) d'une **taxe annuelle** d'entretien des collecteurs EU et d'épuration (art. 44)
- c) d'une **taxe annuelle** d'entretien des collecteurs EC (art. 44)
- d) d'une **taxe annuelle d'épuration** (art. 45)
- e) d'une **taxe annuelle** spéciale, cas échéant (art. 46)

² La perception de ces contributions est réglée pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

Article 41 Taxe unique de raccordement EU + EC

¹ Pour tout bâtiment nouvellement raccordé directement ou indirectement aux collecteurs publics d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC), il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

² Cette taxe est facturée au propriétaire, sous forme d'acompte payé pour l'octroi de l'autorisation de raccordement (art. 18 et 19 ci-dessus). La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès le raccordement effectif.

Article 42 Taxe unique de raccordement EU ou EC

¹ Lorsqu'un bâtiment nécessite exclusivement d'être raccordé aux collecteurs publics d'eaux claires ou d'eaux usées, la taxe de raccordement prévue à l'article 41 et 43 est réduite aux conditions de l'annexe.

² L'article 41, alinéa 2 est applicable.

Article 43 Réajustement de la taxe unique de raccordement EU + EC

En cas de transformation ou d'agrandissement d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et/ou claires, la taxe unique de raccordement EU + EC est réajustée aux conditions de l'annexe. Ces dispositions s'appliquent également en cas de reconstruction après démolition ou incendie, d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et/ou claires, à conditions que cette reconstruction intervienne dans les 5 ans. Passé ce délai, l'article 41 est applicable.

Article 44 Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU et/ou EC

Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs communaux EU et/ou EC, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'entretien aux conditions de l'annexe.

Article 45 Taxe annuelle d'épuration

Pour tout bâtiment dont les eaux usées aboutissent directement ou indirectement aux installations collectives communales d'épuration, il est perçu du propriétaire une taxe annuelle d'épuration aux conditions de l'annexe.

Article 46 Taxe annuelle spéciale

¹ En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, il est perçu une taxe annuelle spéciale auprès des intéressés. Elle est en particulier due par les exploitations dont la charge polluante en moyenne annuelle est supérieure à 100 EH en demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCO), phosphore ou matière en suspension et par celles qui sont dans l'impossibilité de mettre en place un prétraitement adéquat (par exemple séparateurs à graisses pour les restaurants). La taxe annuelle spéciale est calculée en fonction du nombre d'équivalent-habitants.

² Le montant de la taxe est fixé par la Municipalité en fonction des coûts d'épuration.

³ En principe, la charge polluante est déterminée par l'inventaire des eaux industrielles, sauf dans les cas spéciaux (hôtels, restaurants, écoles, etc) où elle est calculée selon les directives du VSA. Les services communaux, en collaboration avec ceux de la Commune d'Essertes, tiennent à jour cet inventaire et procèdent à des contrôles. Les expertises demandées par le propriétaire sont à sa charge.

⁴ Les propriétaires d'immeubles soumis à la taxe annuelle spéciale peuvent être autorisés par la Municipalité à installer à leurs frais une station de mesure et d'analyse de la charge polluante des eaux rejetées à l'égout. Dans ce cas, la taxation est opérée en tenant compte de mesures relevées par la station. Les services communaux, en collaboration avec ceux de la Commune d'Essertes, procèdent au contrôle et au relevé de cette station.

⁵ Le montant total des taxes annuelles d'épuration (art. 45) et spéciales (art. 46) à payer par une exploitation industrielle ou artisanale ne peut être supérieur au coût effectif d'épuration de ses eaux usées.

Article 47 Réajustement des taxes annuelles

Les taxes annuelles prévues aux articles 44 à 46 font cas échéant l'objet d'un réajustement aux conditions de l'annexe.

Article 48 Bâtiments isolés - installations particulières

Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsque aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le chapitre VI deviennent applicables au propriétaire.

Article 49 Affectation - Comptabilité

¹ Le produit des taxes et émoluments de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des collecteurs communaux EU et EC.

² Le produit des taxes annuelles d'entretien est affecté à la couverture des dépenses d'intérêts, d'amortissement et d'entretien du réseau EU et EC.

³ Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciales est affecté à la couverture des frais qui découlent de l'épuration communale.

⁴ Les recettes des taxes et émoluments prélevés au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale, dans un décompte des recettes affectées.

Article 50 Exigibilité des taxes

Le propriétaire de l'immeuble au 1^{er} janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 44 à 46 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble, ou de location (si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau et, par conséquent des taxes ci-dessus), le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS

Article 51 Exécution forcée

¹ Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.

² Ces frais font l'objet d'un recouvrement auprès du responsable. La Municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication des voies de recours. La décision est susceptible de recours auprès du Tribunal Cantonal, Cour de droit administratif et public (CDAP), conformément à la Loi sur la procédure administrative (LPA).

³ La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'article 80 de la Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP).

Article 52 Hypothèque légale

¹ Le paiement des taxes, ainsi que le recouvrement des frais de mesures exécutées d'office en application de l'article 51, sont garantis par une hypothèque légale privilégiée, conformément à l'article 74 de la loi sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP).

² L'hypothèque légale d'un montant supérieur à Fr. 1'000.- est inscrite au registre foncier. La réquisition d'inscription doit être déposée dans un délai d'un an dès la première décision fixant le montant de la créance, ou dès l'échéance si celle-ci est postérieure. En cas de recours, l'hypothèque est inscrite provisoirement sur la base de la décision attaquée.

Article 53 Recours

Les décisions municipales sont susceptibles de recours :

- a) dans les trente jours, au Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique,
- b) dans les trente jours, à la Commission Communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes.

Article 54 Infractions

¹ Toute infraction au présent règlement ou à une décision d'exécution est passible d'amende jusqu'à Fr. 500.00 et Fr. 1000.00 en cas de récidive ou d'infraction continuée.

² La poursuite et le recours s'exercent conformément à la Loi sur les contraventions.

³ La poursuite selon les lois cantonales ou fédérales est réservée.

Article 55 Réserve d'autres mesures

¹ La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

² En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux articles 29 et 30 et relatifs à l'exploitation et à l'entretien des installations communales ou intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisanats n'ayant pas respecté lesdites conditions.

Article 56 Abrogation

Le présent règlement abroge le règlement communal sur les égouts de la Commune de Servion adopté par le Conseil d'Etat le 12 mars 1993.

Article 57 Entrée en vigueur

La Municipalité fixe la date d'entrée en vigueur du présent règlement au 1^{er} janvier 2016, après adoption par le Conseil communal et l'approbation par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement. L'article 94, alinéa 2 de la loi sur les communes du 28 février 1956 est réservé.

Ce Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux a été adopté par la Municipalité dans sa séance du 02 mai 2016.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

Cédric Matthey



Le Secrétaire

Claudine Burri-Monney

Approuvé par le Conseil communal dans ses séances des 4 décembre 2015 et 23 mai 2016.

Au nom du Conseil communal

Le Président

Olivier Bonvin



La Secrétaire

Philippa King Rojo

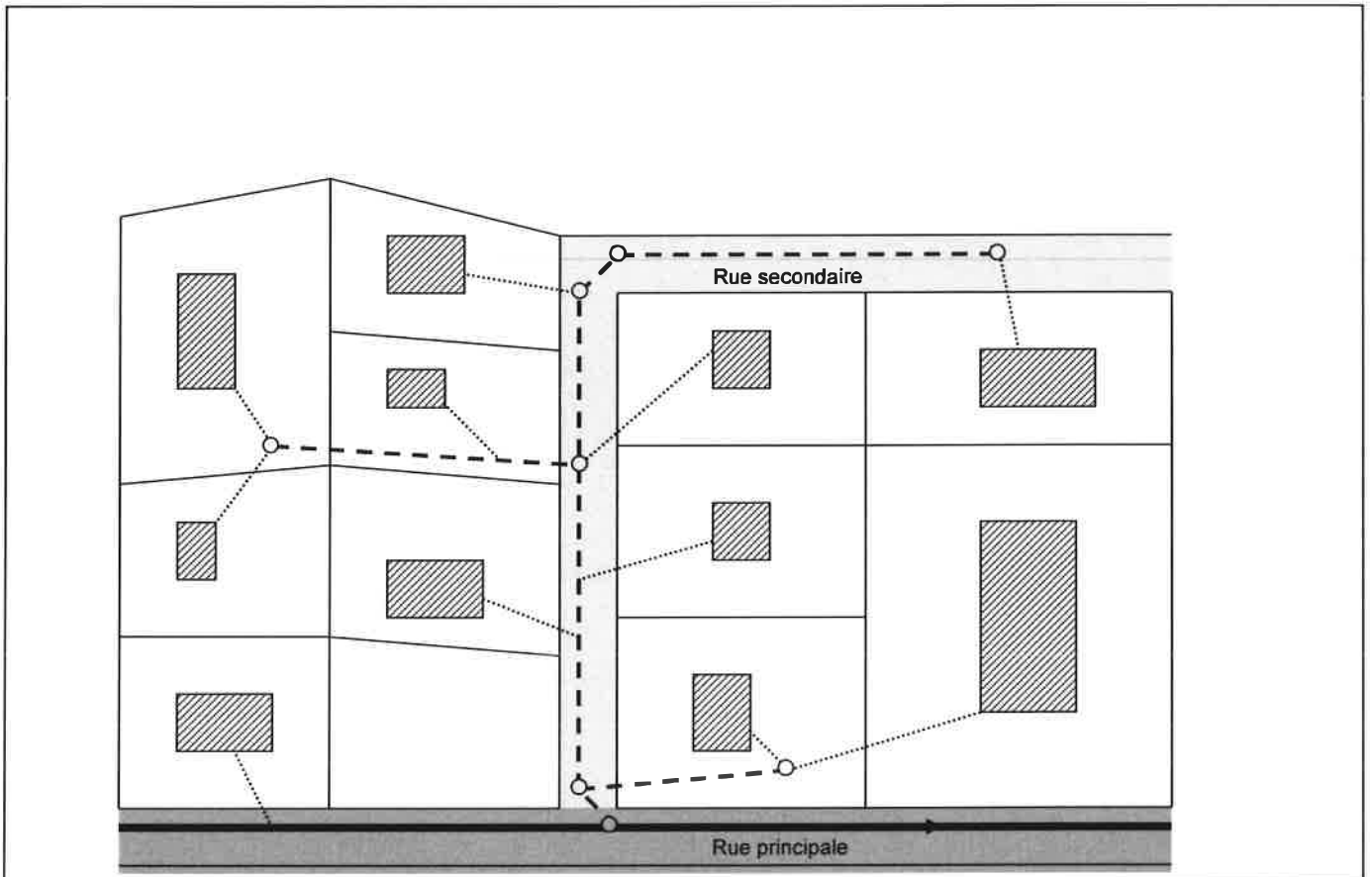
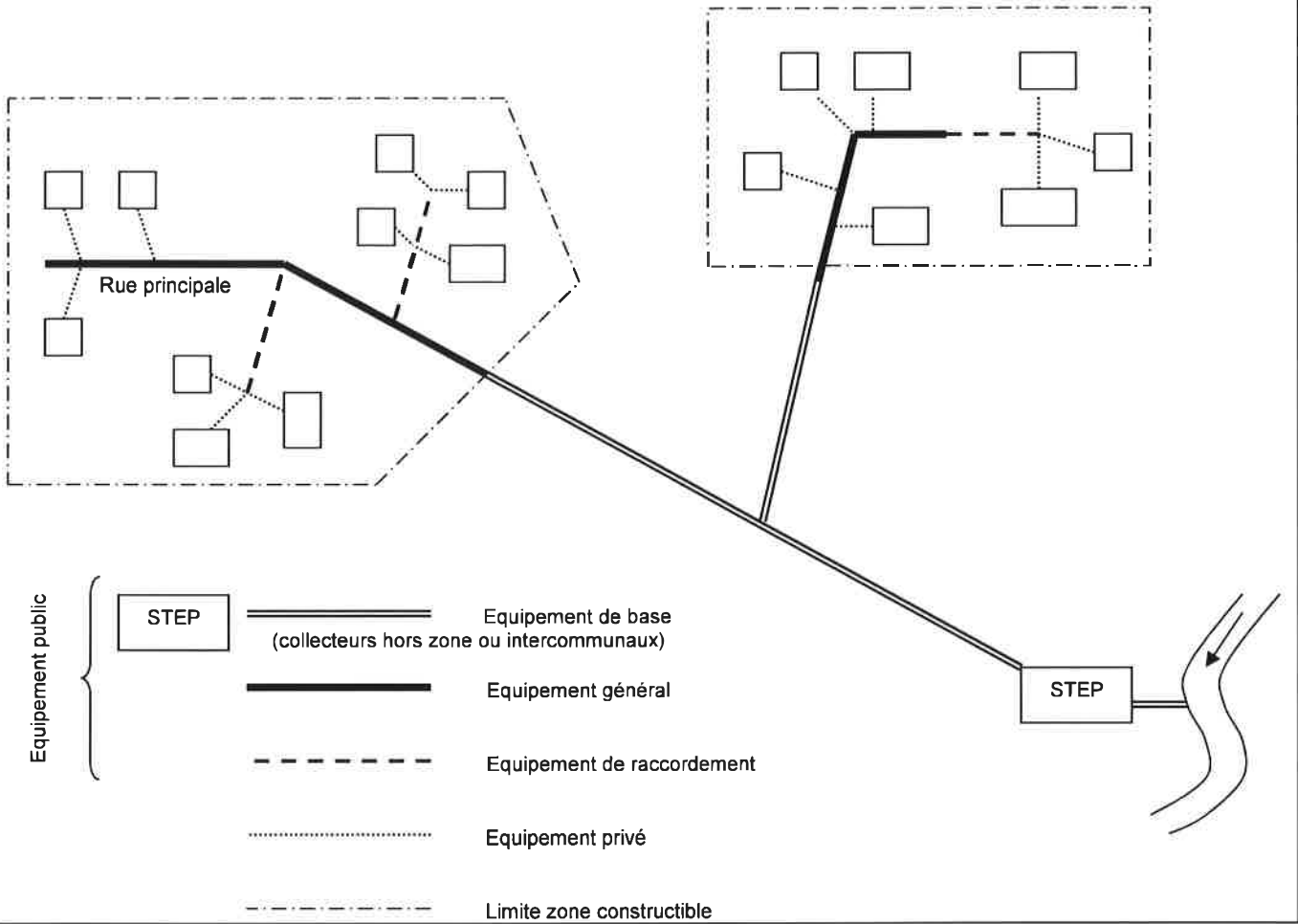
Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement.

Lausanne, le **21 JUIN 2016**.....

La Cheffe du Département : .....



DEFINITION DES EQUIPEMENTS





ANNEXE 1 AU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

Tarifs « plafond » en vigueur (page 1)

Il est perçu du propriétaire :

- **Taxe unique de raccordement eaux usées EU** (art. 41 à 43 du règlement) de **Fr. 25.00 HT au maximum** par mètre carré de surface brute utile aux planchers (CUS).
- **Taxe unique de raccordement eaux claires EC** (art. 41 à 43 du règlement) de **Fr. 20.00 HT au maximum** par mètre carré de surface construite au sol (surface bâtie - COS).
Une réduction du montant de la taxe jusqu'à 50 % au maximum est accordée en cas d'aménagement d'un système de rétention normalisé agréé par la Municipalité.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU** (art. 44 du règlement) de **Fr. 3.00 HT au maximum** par mètre cube d'eau consommée.
- **Taxe annuelle d'entretien des collecteurs EC** (art. 44 du règlement) de **Fr. 1.50 HT au maximum** par mètre carré bâti cadastré (COS).
- **Taxe annuelle d'épuration** (art. 45 du règlement) de maximum **Fr. 5.00** par mètre cube d'eau consommée.
- **Taxe annuelle spéciale** (art. 46 du règlement), à définir cas échéant.

Le propriétaire peut demander la défalcation de la quantité d'eau qu'il a utilisée et qui n'est pas rejetée dans un collecteur d'eaux usées, pour autant qu'il apporte la preuve de la quantité d'eau sujette à défalcation. Aucune défalcation n'intervient pour les 25 premiers mètres cubes.

Il prend à ses frais toutes mesures utiles, en accord avec la Municipalité. La pose de compteurs supplémentaires, au frais du propriétaire doit être faite d'entente avec le responsable du service concerné, lequel est chargé de le relever. L'eau ainsi défalquée ne doit en aucun cas être rejetée dans les canalisations EU. Les contrevenants seront punis.

Les exploitants agricoles avec du bétail peuvent demander une défalcation de la quantité d'eau fixé à 15 m³ par UGB (unité gros bétail) par an.

Pour les habitations non raccordées au réseau d'eau potable et dont la consommation n'est pas quantifiable, il est compté un forfait de 60 m³ d'eau par personne et par année, la situation au 1^{er} janvier de l'année en cours faisant foi.

Pour les habitations équipées avec un système de récupération des eaux d'écoulement pour les sanitaires il est compté un forfait supplémentaire de 20 m³ d'eau par personne par année, la situation au 1^{er} janvier de l'année en cours faisant foi.

ANNEXE 1 AU RÈGLEMENT SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

Tarifs « plafond » en vigueur (page 2)

La Municipalité est autorisée à modifier les taxes annuelles en fonction des résultats d'exploitation, mais au maximum en appliquant les tarifs mentionnés dans l'annexe 1 du présent règlement.

Toute modification de taxe dépassant les tarifs fixés par la présente annexe est soumise à l'approbation du Conseil communal.

L'annexe au Règlement communal sur l'évacuation et l'épuration des eaux a été adoptée par la Municipalité dans sa séance du 26 octobre 2015 et validée dans sa séance du 2 mai 2016.

Au nom de la Municipalité

Le Syndic

Cédric Matthey



Le Secrétaire

Claudine Burri-Monney


Approuvé par le Conseil communal dans ses séances des 4 décembre 2015 et 23 mai 2016.

Au nom du Conseil communal

Le Président

Olivier Bonvin



La Secrétaire

Philippa King Rojo

Approuvé par la Cheffe du Département du territoire et de l'environnement.

Lausanne, le **21 JUIN 2016**

La Cheffe du Département : 

